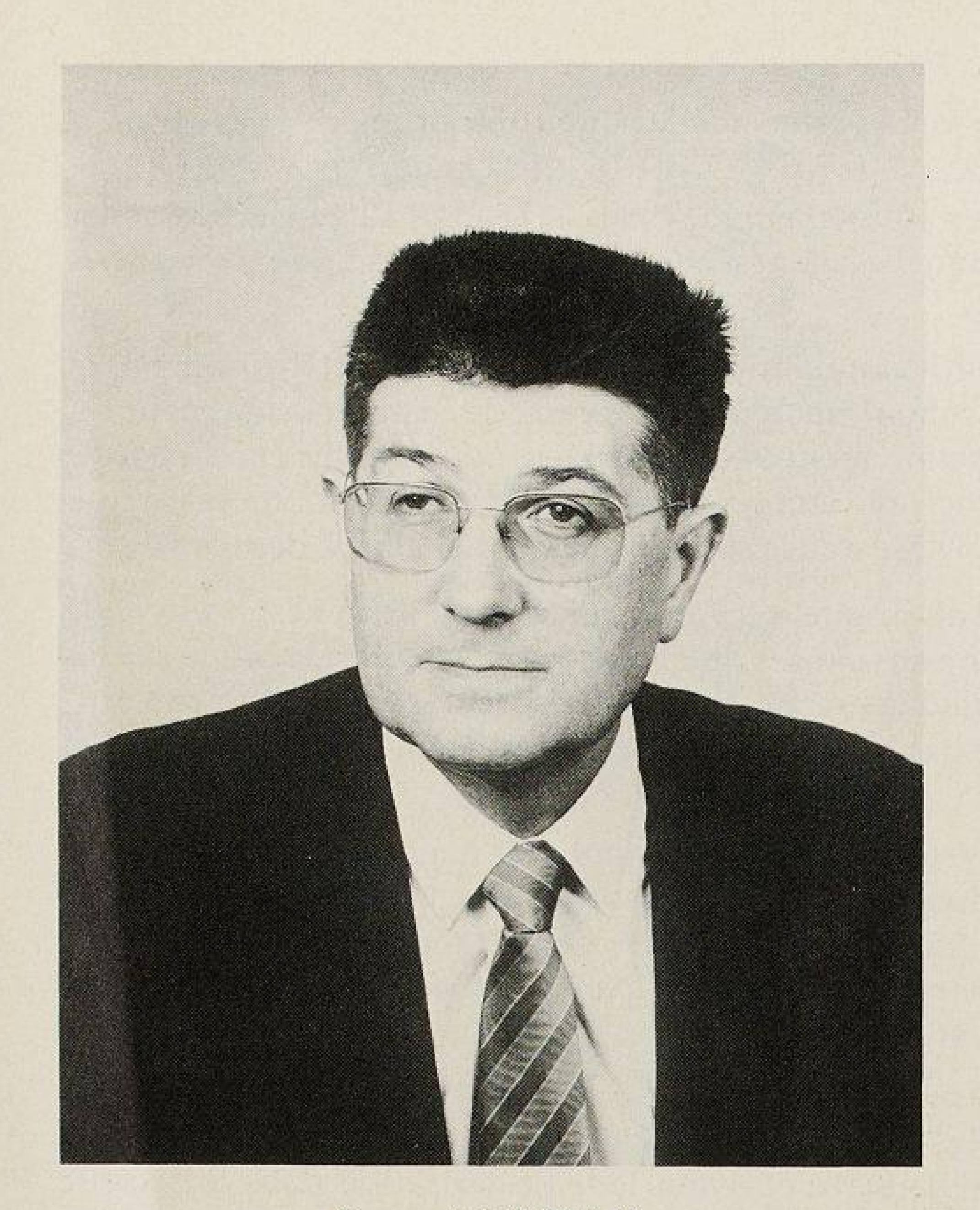


Jean AUDRAS
Cofondateur-directeur du Centre d'insémination de la **CRESPELLE** (à 500 mètres de la Pellerine - 53220 (Mayenne)
Marié — 3 enfants — 54 ans.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

3e Circonscription de la Mayenne

CULTIVATEURS, COMMERÇANTS ARTISANS, SALARIÉS, PROFESSIONS LIBÉRALES ET CADRES !

Pourquoi la candidature d'un indépendant, anticollectiviste convaincu, pour la défense des libertés professionnelles ? Réfléchissons-y ensemble.

INDÉPENDANT, parce qu'une fois élu, il ne devient pas «l'esclave» d'un parti et c'est une garantie pour les électrices et les électeurs. Je n'ai pas couru à Paris, ni mon suppléant non plus, chercher une investiture. Je me suis décidé seul et tout de suite.

Comment la situation se présente-t-elle ?

D'un côté, vous avez l'ex-majorité représentée par M. LESTAS qui n'est plus «crédible». M. LESTAS aurait-il donc l'intention de continuer la politique agricole de la majorité sortante, quand on sait qu'il choisit comme suppléant, M. DENIS dont **le père** a voté, entre autres, le monopole de l'insémination **avec les socialistes** — (Journal Officiel — Loi sur l'élevage du 28 décembre 1966) et **n'a pas appuyé** l'amendemant proposé par le Dr LE LANN, député de FOUGÈRES, qui aurait donné aux cultivateurs le choix entre deux centres, dans chaque département ?

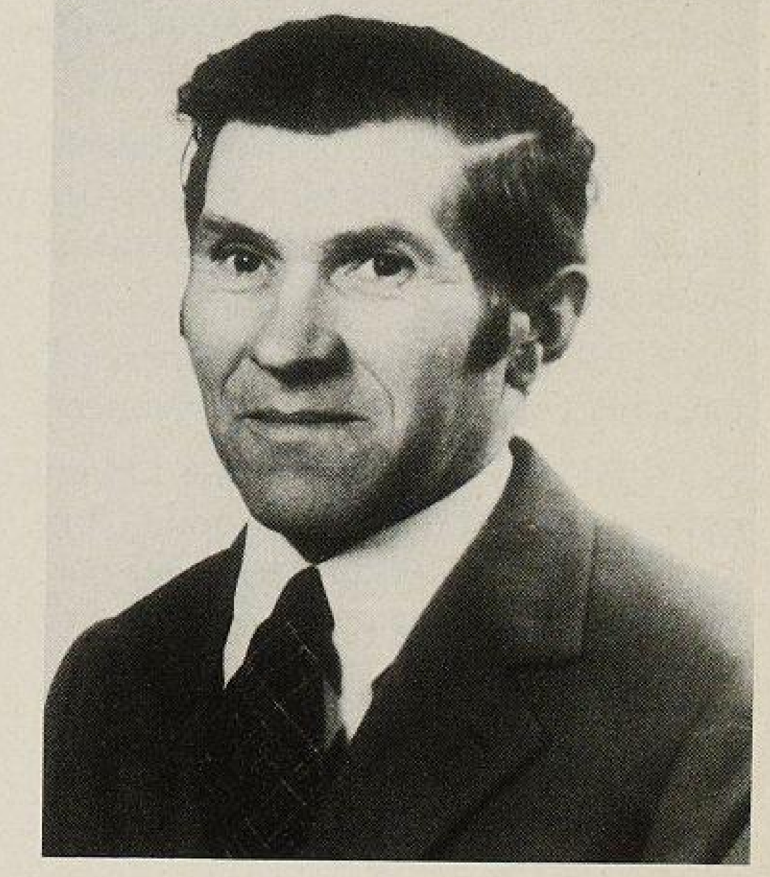
Si nous insistons sur le vote de ce monopole par les députés modérés, c'est pour bien montrer leur «faiblesse» face à la «socialisation rampante» et attirer votre attention sur ce qui attend les autres professions avec le nouveau pouvoir, ouvertement cette fois, socialiste. Il faut des députés vigilants qui ne s'en laissent pas conter par les fonctionnaires des Ministères.

On cherche donc à nous faire boire le même breuvage en changeant la bouteille et l'étiquette. Ne soyons pas dupes. **Cette ancienne majorité nous a trompés et trahis en faisant avec nos voix la politique de la gauche.** Elle a installé au pouvoir «le socialisme rampant» pour reprendre la juste expression de Monsieur CHIRAC.

De l'autre côté, nous trouvons les gens de la gauche dont nous ne nions pas les intentions parfois généreuses mais qui, par leurs promesses mirobolantes vont nous mener vers un avenir plus qu'incertain, hélas préparé par le mauvais travail de l'ancienne majorité qui se prétend, maintenant, nouvelle ! Cette ex-majorité en péril est donc très mal placée pour faire barrage au communisme. Pour se dresser contre ce fléau des temps modernes, il faut des hommes courageux animés de convictions solides, fondées elles-mêmes sur la FOI.

Les CULTIVATEURS doivent savoir que le VIII° Plan élaboré par l'ex-majorité est un véritable «plan-suicide» de l'Agriculture. Les fameux plans de développement ne sont pas faits uniquement pour moderniser l'Agriculture, mais pour supprimer les 2/3 des exploitations et pour chasser plus d'un million de paysans vers les villes où ils iront grossir le nombre des chômeurs. La Conséquence la plus claire de ce plan sera le doublement des charges pour ceux qui resteront à la terre. L'endettement des jeunes cultivateurs est tel qu'il ne pourra pratiquement jamais être comblé. Les prix agricoles n'augmentent que de 8 à 11 % par an et les charges de 15 à 20 %. Il faut avoir le courage de le dire. Le FONCIER n'est plus rentabilisé à cause des prix trop bas des produits. Le transfert du droit de propriété aux S.A.F.E.R. comme l'a préconisé M. MEHAIGNERIE avant les élections et M. MITTERAND, maintenant, est-il vraiment la solution ? Nous ne le croyons pas.

Les S.A.F.E.R. avec des fonds publics c'est-à-dire l'ÉTAT, avec ses fonctionnaires, ne sont que des monstres froids qui augmenteront les fermages au même rythme que les impôts et les percevront avec la même rigueur, sinon plus.



Victor LEMETAYER
Cultivateur à JUVIGNÉ
Marié — 8 enfants — 57 ans.
Ancien membre de la Chambre d'Agriculture de la Mayenne et des Pays de Loire.
Ancien administrateur de la Maison Familiale de Saint-Denis-de-Gastines.

A propos du MONOPOLE de l'insémination dont je me dois de vous parler, sachez que contrairement à ses promesses faites à ÉVRON, le 11 avril, de régler le problème avant le 10 mai, M. MEHAIGNERIE (de la majorité de M. LESTAS) n'a rien fait. Mieux, il a profité de l'expédition des affaires courantes pour convoquer, dès le 15 mai, 12 autres inséminateurs de la CRESPELLE, en vue du **retrait** de leur licence professionnelle. Le vrai coup de pied de l'âne. Trente familles sont donc menacées par le hideux chômage ! Beau travail !

Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour remercier les cultivateurs qui ont manifesté à MAYENNE, devant la Coopérative de la Beuvinière, le 16 février, pour le maintien de la concurrence. Je leur demande, cette fois, de manifester, dans l'URNE, en votant pour moi. Je puis vous annoncer que l'action menée sur le plan européen commence à porter ses fruits. Un tribunal français a renvoyé l'affaire du MONOPOLE octroyé aux coopératives devant la Cour de Justice de LUXEMBOURG comme lui semblant contraire au Traité de Rome. Thèse que je soutiens personnellement depuis 10 ans.

L'ARTISANAT et le COMMERCE sont écrasés par une fiscalité aberrante. La Taxe professionnelle qui est l'œuvre de l'ex-majorité est une taxe prohibitive injuste et antisociale qui est une des causes du chômage puisqu'elle est basée sur les salaires versés et les investissements. Elle va donc à l'encontre, radicalement, du but recherché par nos anciens dirigeants. Mais était-ce par hasard ? L'arrivée de la gauche n'était-elle pas préparée de longue date au moyen d'une fiscalité savamment appliquée pour détruire «légalement» le secteur privé ?

La loi ROYER qui tendait à protéger les commerçants contre les supermarchés tentaculaires n'a pas été appliquée, ou très peu, détournée de son but par les décrets d'application «pondus» par les tout-puissants fonctionnaires socialisants. Tout cet ensemble de faits concourt à démolir la CLASSE MOYENNE qui est l'armature de la Nation et le rempart de la France contre la socialisation. Il faut réagir et dire NON aux revenants. Je vous offre le changement local sans le risque d'avoir un député aux idées floues contraires à votre fond traditionnel.

Nous voudrions dire aux **salariés** qu'ils ne pourront exiger de très bons salaires que si les entreprises sont prospères et les bonnes relations patrons-salariés encouragées par des lois justes et efficaces. Il faudrait que cessent les renvois abusifs des jeunes avant les 6 mois de leur embauchage dans le secteur privé et avant leur titularisation dans le secteur public.

Les Professions libérales et les Cadres doivent être défendus contre l'Etatisme envahissant !

Il nous est impossible, en notre qualité de croyants, de passer sous silence cette abominable loi contre la vie dès la conception qui légalise et banalise le massacre des générations à venir voulue par l'ex-président et sa majorité unie, pour la circonstance, à la gauche. M. MITTERAND a su le rappeler. Savez-vous qu'elle a tué plus de français, jusqu'à présent,que la grande guerre 1914-1918 ? De quoi attirer sur notre Pays l'inévitable malédiction de la Divine Providence à qui il est vain, dans ces conditions de demander de protéger la France, comme l'a fait M. GISCARD d'ESTAING dans son «au revoir» du 19 Mai au soir à la télévision.

AUTRES POINTS QUE NOUS DÉFENDRONS :

• La liberté de l'enseignement consiste, avec l'aide de l'Etat, à permettre aux parents, qui sont des contribuables, de choisir l'Ecole qui convient à leurs enfants, selon leurs convictions. Parents, soyons vigilants ! La carte scolaire que l'ex-majorité promet depuis 15 ans, si elle avait été mise en place ne pourrait plus être mise en cause que difficilement par M. MITTERAND, ce serait un avantage acquis. Cette carte scolaire entre les mains du nouveau pouvoir est un danger pour les établissements privés et confessionnels. Vous souvenez-vous du combat qui a été mené pour la survie de la Maison Familiale de SAINT-DENIS-DE-GASTINES pour conserver cette école au milieu de votre circonscription ?

• Le maintien de la France dans la Communauté Economique Européenne est nécessaire, à condition de ne pas créer de concurrence déloyale à l'égard des producteurs français. Par exemple : les primeurs de Grèce venant décourager les maraîchers français. Nous pensons que le Traité de Rome est une garantie contre le communisme et la socialisation de l'économie.

• JEUNES : Nous-mêmes pères d'enfants qui souffrent aussi des difficultés de trouver un premier emploi, nous connaissons donc le drame de la jeunesse. Elle aura notre sollicitude, comme les retraités et les handicapés.

• DÉFENSE NATIONALE : Maintien de la France dans l'Alliance Atlantique. Amitié avec les Etats-Unis d'Amérique qui restent le bouclier du Monde Libre. Collaboration militaire étroite avec nos alliés européens. Il ne faut pas oublier que 80 000 chars soviétiques appuyés par la plus formidable armée du monde campent à 200 kilomètres de STRASBOURG, comme l'a justement fait remarquer Madame Marie-France GARAUD pendant la campagne présidentielle.

Le Candidat :
Jean AUDRAS
La Crespelle

Le Suppléant :
Victor LEMETAYER
Juvigné

IMP. J. KAYSER - 53150 MONTSURS